ÉLECTION Présidentielle 2017

Inter-LGBT · SOS homophobie · CAELIF Étudiant-e-s LGBT · MAG · glup

QUESTIONNAIRE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

ENGAGEMENTS DES CANDIDAT-E-S SUR LES QUESTIONS LGBT

I. DROITS DES PERSONNES TRANS ET INTERSEXUÉES

	OUI	NON	NSPP
1. Réformerez-vous la nouvelle procédure de changement de la mention du sexe à l'état civil sans condition médicale afin d'en faire une procédure qui est aussi déclarative, déjudiciarisée, fondée uniquement sur l'autodétermination des personnes trans ?	X		
2. Si oui, ouvrirez-vous l'accès à cette procédure aux mineur-e-s, émancipé-e-s ou non ?	X		
3. Etablirez-vous un Protocole National de Diagnostic et de Soin, en collaboration avec les associations, pour garantir une prise en charge effective partout en France de toutes les dépenses de santé induites par les parcours de transition (qu'il s'agisse de parcours accompagnés par des médecins libéraux ou par des équipes hospitalières) ?	X		
4. En y incluant le remboursement des opérations réalisées à l'étranger lorsque les chirurgiens français n'ont pas le meilleur niveau ou lorsque les délais d'attente pour une opération sont supérieurs à un an?	X		
5. Œuvrerez-vous pour que les droits fondamentaux des personnes trans soient garantis en milieu carcéral (respect de leur identité de genre et accès aux traitements, notamment hormonaux) ?	X		
6. Permettrez-vous aux jeunes trans de moins de 18 ans qui ne peuvent encore changer leur état civil d'utiliser un pseudonyme pendant leurs études pour garantir leur droit au respect de la vie privée et lutter contre le harcèlement à l'école ?	X		
7. Garantirez-vous aux personnes trans le respect de leur vie privée en leur permettant d'effacer l'historique d'ALD 23 (l'ancienne ALD classée dans les maladies psychiatriques) du dossier médical et ainsi d'accéder à tous les emplois ?	X		
8. Saisirez-vous l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pour faire une Recommandation temporaire d'utilisation (RTU) pour la prise en charge de l'hormonothérapie des personnes trans (actuellement faite hors autorisation mise sur le marché) ?	X		
9. Prendrez-vous les mesures législatives, administratives ou autres nécessaires pour garantir le respect de l'intégrité physique des personnes intersexuées et leur droit à prendre leurs propres décisions par rapport à leur corps, leur autonomie physique et leur autodétermination ?	X		
10. Accompagnerez-vous la mise en place d'une structure d'accompagnement bienveillante et neutre pour les parents d'enfants intersexués ?	X		
11. Soutiendrez-vous le lancement d'une réflexion avec les associations de personnes intersexué-es sur l'enregistrement à l'état civil des personnes intersexuées ?	X		

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses Nous répondons "oui" quand il s'agit de revendications que nous portons ou soutenons. Mais il n'échappe à personne que Philippe Poutou ne sera pas le prochain président. Son programme n'est pas une liste de promesses électorales mais un programme de lutte pour les exploités et les opprimés. Car seule les mobilisations permettront d'imposer de telles mesures. La façon dont il a fallu défendre dans la rue le mariage pour tous en 2013 face aux réactionnaires, les reculs du gouvernement sur la PMA par exemple nous font imaginer que les droits des trans et intersexes n'avanceront pas significativement sans luttes.

II. COUPLE ET PARENTALITÉ

	OUI	NON	NSPP
1. Avez-vous le projet de réformer la législation sur l'adoption afin de permettre à tous les couples d'adopter, quel que soit leur statut matrimonial ?	X		
2. Légifèrerez-vous pour permettre la reconnaissance volontaire en mairie, avant ou après la naissance, d'un enfant par un parent d'intention (parent non biologique, mais inclus dès l'origine dans le projet parental) ?	X		
3. Légifèrerez-vous pour permettre aux couples de femmes d'accéder à la Procréation Médicalement Assistée dans les mêmes conditions que les couples hétérosexuels, avec une prise en charge par la sécurité sociale ?	X		
4. Si oui, quel que soit leur statut marital, comme pour les couples de sexes différents ?	X		
5. Légifèrerez-vous pour permettre aux femmes célibataires d'accéder à la Procréation Médicalement Assistée avec une prise en charge par la sécurité sociale ?	X		
6. Lèverez-vous les barrières qui empêchent les enfants nés par gestation pour autrui à l'étranger d'avoir un état civil reconnu par la France et d'être inscrits sur le livret de famille de leurs parents, pour respecter la décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ?	X		
7. Donnerez-vous des directives pour que toute la communication de l'État soit pleinement inclusive et montre la diversité des familles et que tous les formulaires les prennent en compte ?	X		

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses Concernant la GPA, si nous sommes favorable à la reconnaissance des enfants nés de GPA à l'étranger, nous sommes en revanche opposés à la GPA elle-même. Car dans le cadre de cette société, elle renforce la marchandisation du corps des femmes.

III. SANTÉ ET ACCÈS AUX SOINS

	OUI	NON	NSPP
1. La fin de l'épidémie de sida est possible à condition d'accélérer la lutte au niveau mondial et ce, notamment, par une augmentation des financements. Intensifierez-vous la participation de la France aux financements et programmes de lutte contre le VIH/Sida (Unitaid, fonds mondial...) ?	X		
2. Travaillerez-vous avec d'autres grands pays de l'Union européenne pour qu'ils intensifient également leurs efforts ?			X
3. Intensifierez-vous la participation de la France aux financements et programmes de promotion de la santé des femmes ?	X		
4. Les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), les personnes trans, usagères de drogues, travailleuses du sexe, détenues, migrantes... sont parmi les populations clefs les plus exposées individuellement et collectivement aux risques du VIH et hépatites. Renforcerez-vous les dispositifs de prévention et lutte contre le VIH/Sida et les hépatites, en particulier ceux destinés à ces populations clefs durement touchées ?	X		
5. Maintiendrez-vous l'Aide Médicale d'État ? Si oui, l'intégrerez-vous à la sécurité sociale pour garantir le droit aux soins des réfugié-e-s en simplifiant les démarches administratives ?	X		
6. Faciliterez-vous le respect du droit à la santé pour toutes et tous en garantissant le remboursement des soins courants par l'assurance maladie et en limitant les dépassement d'honoraires ?	X		
7. Faciliterez-vous l'accueil en EPHAD et en Unité de Soin de Longue Durée des personnes séropositives ?	X		

	OUI	NON	NSPP
8. Soutiendrez-vous l'action du planning familial et le maintien de tous les centres de planification menacés de fermeture ?	X		
9. Garantirez-vous une information neutre sur la contraception et l'IVG, notamment en maintenant le délit d'entrave numérique à l'IVG, et l'accès à l'IVG (médicamenteuse et chirurgicale) sur tout le territoire en revalorisant les actes et en faisant une priorité pour les agences régionale de santé ?	X		
10. Lutterez-vous contre les refus de soins, qu'ils soient liés à l'état de santé comme pour les personnes séropositives, à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre ou encore à la grande précarité ?	X		
11. Continuerez-vous à mener des études pour envisager une ouverture du don du sang aux HSH n'ayant pas eu de relations sexuelles dans les 4 derniers mois (au lieu des 12 actuels) ou n'ayant pas eu de nouveau partenaire dans les 4 derniers mois ?	X		
12. Vous engagez-vous à lever l'interdiction de soins funéraires pour les personnes séropositives au VIH et aux hépatites en janvier 2018, comme promis par l'actuelle ministre de la santé ?	X		
13. Mettrez-vous en place une politique de formation des professionnels de santé aux questions relatives aux personnes intersexuées ?	X		

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses Concernant le don du sang, nous sommes favorable à l'égalité immédiate de traitement entre HSH et hétéros. Les arguments utilisés par le gouvernement pour la mise en place "praissire" du délai de 12 mois ne s'appuie sur aucune donnée scientifiques sérieuse. Plus généralement dans le domaine de la santé nous défendons l'expropriation des groupes pharmaceutiques et leur contrôle par les salariés, les associations de malade et la population et défendons une recherche publique et indépendante des intérêt financiers.

IV. ÉDUCATION

	OUI	NON	NSPP
1. Relancerez-vous un programme ambitieux de lutte contre les inégalités femmes/hommes, le sexisme et les LGBTIphobies dès l'école primaire ?	X		
2. Rendrez-vous systématique chaque année une campagne de lutte contre les discriminations à raison de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre et de l'état de santé dans les établissements du secondaire, et ce dès le premier trimestre ?	X		
3. Rendrez-vous systématique la même campagne pour l'enseignement supérieur ?	X		
4. Toujours dans l'enseignement supérieur, comptez-vous développer la question des études de genre, essentielles pour mieux appréhender les inégalités de sexe, de genre, et liées à l'orientation sexuelle ?	X		
5. Comptez-vous étendre dans les programmes les questions de lutte contre les discriminations LGBTIphobes et être attentif/ve à ce que la question de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre soit mentionnée là où cela est nécessaire pour la compréhension de ce qui est étudié (en lettres chez les auteur-es par exemple) ?	X		
6. En ce qui concerne la formation initiale et continue des personnels, des modules de formation sur les discriminations LGBTIphobes seront-ils systématisés ?	X		

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses Nous défendons toute mesure qui va dans le sens de l'information et l'éducation contre les discrimination dès le plus jeune âge. Mais nous savons que pour mettre fin au préjugés, aux discriminations et aux oppressions, chercher à "changer les mentalités" ne peut suffire car elles résulte de tout un système qui doit être combattu globalement, dans une perspective anticapitaliste pour une autre société sans exploitation, ni oppressions.

V. LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

	OUI	NON	NSPP
1. Continuerez-vous la mission de lutte contre les LGBTIphobies avec un plan annuel de lutte contre les LGBTIphobies dans la continuité de ce que fait actuellement la DILCRAH ?	☒	☐	☐
2. Si oui, ferez-vous en sorte que ce plan soit établi en concertation avec les associations LGBTI, mais que pour autant l'état ne se défosse pas de sa mission de lutte contre les discriminations en faisant reposer toutes les actions sur les associations ?	☒	☐	☐
3. Donnerez-vous à la CNCDH la mission de rendre un rapport annuel d'évaluation des politiques publiques de lutte contre les LGBTIphobies, en développant ses moyens pour qu'elle puisse faire face à ce surcroit de travail ?	☒	☐	☐
4. Renforcerez-vous les moyens du Défenseur des droits dans sa mission de lutter contre toutes les discriminations ?	☒	☐	☐
5. Conditionnerez-vous la signature des conventions d'objectifs et de moyens entre l'État et les fédérations sportives à la mise en place d'un plan d'action contre les LGBTIphobies ?	☒	☐	☐
6. Favoriserez-vous la mise en place de conventions pluriannuelles et de subventions prenant en charge les frais de fonctionnement des associations pour leur permettre de planifier des actions sur le long terme et de se professionnaliser, au lieu de fonctionner exclusivement par des appels à projets parfois plus sujets à des « effets de mode » qu'adaptés à la réalité du terrain ?	☐	☐	☒
7. Agirez-vous afin que les athlètes intersexué-e-s puissent participer aux compétitions selon leur sexe juridique et que les sportives/ifs intersexué-e-s dépouillé-e-s de leurs titres soient réhabilité-e-s et obtiennent réparation ?	☒	☐	☐
8. Envisagerez-vous de repenser le droit et le fonctionnement des institutions de lutte contre les discriminations de manière à prendre en compte les phénomènes de discriminations multiples comme le recommande l'ONU et l'ECRI ?	☐	☐	☒
9. Permettrez-vous aux personnes les plus fragiles de mieux faire valoir leurs droits en révisant les barèmes de l'aide juridictionnelle et augmentant sa dotation ?	☒	☐	☐
10. Inclurez-vous dans les marchés publics une clause de sensibilisation aux lois sur l'égalité professionnelle femmes-hommes et à la lutte contre toutes les discriminations ?	☒	☐	☐
11. Engagerez-vous un véritable plan de lutte sur les LGBTIphobies et le sexisme sur les réseaux sociaux en étendant les domaines de compétences de la Plateforme Pharos, en charge de la lutte contre les contenus illicites sur internet, et en augmentant ses moyens matériels et humains ?	☒	☐	☐

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses Globalement les plans de lutte contre les discriminations exige de mettre fin à la politique d'austérité car elle nécessite des moyens, des personnels etc.

VI. INTERNATIONAL

	OUI	NON	NSPP
1. Agirez-vous pour l'abolition universelle et en toutes circonstances de la répression des personnes en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre et/ou de toute pratique sexuelle entre adultes consentants ?	☒	☐	☐
2. Agirez-vous pour la dépsychiatrisation des personnes trans à l'OMS en demandant à ce que la transidentité ne soit plus classée parmi les troubles psychiatriques dans la nouvelle Classification Internationale des maladies (CIM 11, en cours de rédaction) ?	☒	☐	☐

	OUI	NON	NSPP
3. Ferez-vous respecter le droit d'asile pour les personnes risquant d'être persécutées à raison de leur orientation sexuelle, réelle ou supposée, ou de leur identité de genre ?	X		
4. Agirez-vous pour que les droits fondamentaux des demandeurs d'asile LGBTI en Europe soient respectés, avec notamment un examen de leur demande par un personnel formé ? Cela suppose de revenir sur le Règlement Dublin III qui impose de déposer sa demande dans le pays d'entrée en Europe et fait donc porter un effort démesuré sur les pays du sud (Grèce, Italie, Espagne) qui n'ont pas les moyens d'évaluer les demandes dans des conditions respectueuses des droits humains.	X		
5. Mettrez-vous à disposition des préfectures concernées les moyens nécessaires pour que les demandes d'asile soient enregistrées dans les délais légaux (3 jours ouvrés alors qu'il faut aujourd'hui plusieurs semaines, voire mois à Paris), évitant ainsi aussi personnes concernées une longue attente dans le dénuement le plus complet et sans aucun droit ?	X		
6. Garantirez-vous le respect des droits fondamentaux des demandeurs d'asile LGBTI avec un examen rapide de leurs demandes par des agents de l'Ofpra formés à la spécificité de leur situation, un hébergement à proximité de l'acteur associatif travaillant avec lui du fait de sa vulnérabilité particulière et en prenant en charge immédiatement les personnes dont l'état de santé nécessite un suivi particulier ?	X		
7. Le droit au séjour pour soin a subi de nombreuses attaques ces dernières années. Ce dispositif, et l'évaluation médicale en particulier, est aujourd'hui sous tutelle du ministère de l'Intérieur et non de la Santé. Ferez-vous en sorte de remettre la santé et ce ministère au cœur de ce dispositif ?	X		
8. Garantirez-vous l'indépendance des médecins sous tutelle du ministère de l'Intérieur chargé-e-s d'évaluer la santé des étranger-ère-s ?	X		

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses

Nous sommes de façon générale favorables à l'accueil des migrants et des réfugiés - qui fuient avec souvent les conséquences des politiques des pays impérialistes comme la France, y compris dans le domaine des LGBTIphobies qu'elle a largement importées en Afrique.

VII. MEDIAS

1. Modifierez-vous les dispositions sur le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication pour intégrer l'orientation sexuelle et l'identité de genre ?			X
2. Ferez-vous en sorte que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel joue un rôle efficace dans la lutte contre les propos et les actes LGBTIphobes dans les médias ?	X		
3. Vous engagez-vous à agir pour améliorer la représentation dans les médias des femmes et des personnes LGBTI ?	X		
4. Seriez-vous favorable à une politique de quotas pour améliorer la représentativité des femmes et des personnes LGBTI dans les programmes audiovisuels ?			X

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses